

Burundi : Le carburant se raréfie, les pêcheurs dans la tourmente (Reportage)

@rib News, 22/04/2022 - Source Agence Anadolu - Au Burundi, la pénurie de carburant dure depuis des semaines. Les conséquences sont dévastatrices sur la pêche dans le lac Tanganyika, un métier qui fait vivre plus de 15 millions de familles selon la Confédération nationale des pêcheurs

A Rumonge, au sud du pays, à 74 km de Bujumbura, la capitale économique, les pêcheurs ne savent plus à quel saint se vouer. Suite au manque de carburant, il leur est aujourd'hui difficile de subvenir aux besoins de leurs familles. Dans cette ville côtière, la pêche dans le lac Tanganyika constitue la principale activité vitale. C'est ici qu'on trouve la majorité des pêcheurs du Burundi. Sous un soleil accablant, il est 12 heures. A cette plage de pêche sise non loin du port de Rumonge, le moral n'est plus. C'est le calvaire. Dès l'aube, les pêcheurs s'organisent en petits groupes, histoire de gagner du temps. Les bateaux sont cloués au sol. Les moteurs sont à l'arrêt. Il n'y a presque plus de mouvement sur le lac.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

« Ici, les pertes sont énormes. Beaucoup de familles vivaient de la pêche. Et voilà, actuellement, on n'a plus de carburant pour faire fonctionner nos bateaux », raconte Issa Nduwayo, un pêcheur croisé au site de pêche de Rumonge. Ce père de six enfants précise qu'avant cette pénurie, il pouvait avoir du carburant à 21 euros ou 22 euros. Comme ça, je pouvais aller en plein lac pour attraper beaucoup de poissons. On consommait entre 150 et 200 litres. Mais, comme le carburant manque, on est découragé de pêcher en plein lac. Nos bateaux sont à l'arrêt, d'explorer, notant que sur le marché noir, le prix d'un litre d'essence a été multiplié par 5 voire plus. « Pour avoir la même quantité aujourd'hui, ça me demanderait de débours au moins 100 euros », souligne-t-il. Hassan, lui, est un orphelin qui vivait de la pêche. Il lance : « C'est vraiment très difficile aujourd'hui d'avoir à manger. Notre patron a arrêté tous parce qu'il n'a pas de carburant. Je ne vois même pas comment pourrai-je payer le loyer ». Il souligne que les services sont à sec dans cette ville. « Et le peu de carburant disponible de façon sporadique se volatilise dans quelques minutes », se lamente-t-il, notant qu'il venait de passer plus d'une semaine sans travailler. Or, poursuit-il, c'est lui qui prend en charge ses petits frères et sœurs. - Chute de la production de poisson Sur les différents étals de poissons à Rumonge, la situation est dévastatrice. Il n'y a presque plus de poissons ou de Ndagala sèches. Les étals sont vides qui affecte les vendeuses du poisson. « Que voulez-vous qu'on vous dise. Il n'y a plus de poissons parce qu'on n'a pas. On ne sait plus comment allons-nous faire vivre nos familles. C'est ici qu'on trouvait de l'argent pour nourrir nos enfants, payer le minerval, etc », s'inquiète Maggy Nusura, une vendeuse de poisson. Elle précise que seuls les quelques pêcheurs à rames travaillent encore. « Et là, quand par chance, ils attrapent quelques poissons, le prix se multiplie par trois ou quatre par kg », dit-elle, demandant à l'état de faire tout pour que le carburant soit disponible. Elle s'alarme : « Sinon, beaucoup de familles vont mourir de faim, des enfants vont abandonner l'école. » Interrogé par l'Agence Anadolu, Gabriel Butoyi, président de la Confédération nationale des pêcheurs indique que 75% des pêcheurs ont arrêté leurs activités. « Ce qui doit avoir un impact sur la production. Or, les 25% restants utilisent des moyens très rudimentaires et ne peuvent pas arriver au milieu du lac pour attraper beaucoup de poissons ». - La crise russo-ukrainienne et la spéculation « Cette crise a déstabilisé l'offre et la demande en produits pétroliers au niveau international. Ce qui affecte tous les pays de la sous-région dont le Burundi », justifie Freddy Ipoma, directeur général adjoint d'Interpetrol Burundi, s'exprimant dans l'hebdomadaire Iwacu. De son côté, interrogé par le même journal indépendant, Didace Itangishaka, directeur général de Mogas Burundi, un autre fournisseur de carburant estime que cette pénurie est liée aux allocations en devises insuffisantes, à la hausse du prix du carburant international ainsi qu'à la spéculation de certains importateurs. Une situation qui préoccupe le gouvernement. Contacté par Anadolu, Martin Ndayizeye, directeur général de l'Énergie au sein du ministère de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Mines dit que le ministère est en train de travailler pour trouver une solution adéquate. « Bientôt des mesures d'atténuation seront prises et nous espérons que ces dernières pourront amortir le choc », promet-il, sans préciser la date. Au Burundi, depuis fin janvier 2022, le prix officiel d'un litre d'essence est à 1,21 euros et celui du gasoil a été fixé à 1,19 euros. Mais, sur le marché noir, il oscille autour de 4 euros.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});